

Consultation sur la révision de la directive 2012/27/UE relative à l'efficacité énergétique



Introduction

La présente consultation est lancée afin de recueillir les avis et les suggestions des différentes parties prenantes et de particuliers en vue de la révision de la directive 2012/27/UE relative à l'efficacité énergétique, prévue pour le second semestre de 2016.

Cette révision constitue un enjeu important car la Commission, dans sa communication du 25 février 2015 concernant un cadre stratégique pour une Union de l'énergie résiliente¹, a appelé les États membres à considérer l'efficacité énergétique comme une source d'énergie à part entière.

Le Conseil européen d'octobre 2014 a convenu d'un objectif pour l'UE d'au moins 27 % d'économies d'énergie d'ici à 2030 par rapport aux projections, et a invité la Commission à réexaminer cet objectif d'ici 2020, «*dans l'optique d'un objectif de 30 % pour l'UE*». Il convient donc de mettre à jour le cadre politique existant afin de tenir compte du nouvel objectif pour l'UE en matière d'efficacité énergétique à l'horizon 2030 et de l'aligner sur le cadre général d'action 2030 en matière de climat et d'énergie.

L'UE met en œuvre des politiques d'efficacité énergétique depuis déjà quelque temps, et des résultats tangibles ont été obtenus. La directive relative à l'efficacité énergétique, la directive sur la performance énergétique des bâtiments², la directive sur l'étiquetage énergétique³ et la directive sur l'écoconception⁴ sont les pierres angulaires du cadre législatif actuel en matière d'efficacité énergétique. De nombreuses politiques liées au climat, telles que les normes applicables aux voitures particulières et aux véhicules utilitaires légers en matière de CO₂, apportent également une contribution importante à l'amélioration de l'efficacité énergétique. Grâce à ces instruments, des progrès notables ont été accomplis par les États membres en termes d'économies d'énergie au cours des (cinq) dernières années, contribuant à la réalisation des objectifs globaux de la politique énergétique et climatique à l'horizon 2020.

¹ COM(2015) 80 final.

² Directive 2010/31/CE.

³ Directive 2010/30/CE.

⁴ Directive 2009/125/CE.

Le financement public a joué un rôle important en soutenant la mise en œuvre des politiques d'efficacité énergétique aux niveaux régional et national. Ce financement a augmenté au cours des dernières années, en raison de l'importance accrue de ces politiques dans le contexte du programme global de l'Union en matière de décarbonisation. Les fonds structurels et d'investissement européens (fonds ESI) et le Fonds européen pour les investissements stratégiques (EFIS) sont essentiels pour débloquer les investissements privés nécessaires pour améliorer l'efficacité énergétique. Par ailleurs, l'efficacité et l'impact du financement des investissements dans l'efficacité énergétique sont fortement liés (entre autres) à la mise en œuvre de la législation y afférente, notamment la directive relative à l'efficacité énergétique.

De nombreuses mesures prises aujourd'hui par les États membres continueront en fait au-delà de 2020 à contribuer à la réalisation des objectifs en matière d'efficacité énergétique et au cadre général en matière de climat et d'énergie. Depuis l'adoption du plan pour l'efficacité énergétique⁵, en 2011, la situation s'est grandement améliorée: la consommation d'énergie primaire a continué à diminuer dans toute l'Union, parallèlement à une croissance économique régulière, et de nombreux États membres ont renforcé avec succès leurs programmes nationaux en matière d'efficacité énergétique⁶.

Conformément à l'exigence énoncée à l'article 3, paragraphe 2, de la directive relative à l'efficacité énergétique, la Commission a effectué en 2014 une évaluation des progrès accomplis sur la voie d'une amélioration de 20 % de l'efficacité énergétique dans l'UE d'ici à 2020, évaluation dont les résultats ont été présentés dans la communication du 23 juillet 2014 sur l'efficacité énergétique⁷. Une mise à jour de cette analyse sera publiée dans le paquet sur l'état de l'Union de l'énergie, en novembre 2015.

Étant donné la proximité de la date de mise en œuvre de la directive relative à l'efficacité énergétique, la présente consultation se concentre sur les éléments suivants de la directive:

- **Article premier (Objet et champ d'application) et article 3 (Objectifs d'efficacité énergétique):** comme demandé par le Conseil européen d'octobre 2014, qui a convenu d'un objectif pour l'UE d'au moins 27 % d'économies d'énergie d'ici à 2030 par rapport aux projections, et a invité la Commission à réexaminer cet objectif d'ici à 2020 «*dans l'optique d'un objectif de 30 % [d'économies] pour l'UE*».
- **Article 6 (Achat par les organismes publics de produits, services et bâtiments à haute performance énergétique):** comme requis au titre de l'article 24, paragraphe 8, qui fait obligation d'examiner l'efficacité de la mise en œuvre de l'article 6 et de faire rapport à ce sujet.
- **Article 7 (Mécanismes d'obligations en matière d'efficacité énergétique):** comme requis au titre de l'article 24, paragraphe 9, qui impose la remise d'un

⁵ COM(2011) 109 final.

⁶ SWD(2014) 0255 final.

⁷ COM(2014) 520 final.

rapport sur la mise en œuvre de l'article 7, éventuellement assorti d'une proposition concernant la modification de la date d'échéance des obligations, actuellement fixée au 31 décembre 2020.

- **Articles 9 – 11 (Relevés, informations relatives à la facturation et coût de l'accès aux relevés et aux informations relatives à la facturation):** les aspects liés au consommateur en jeu dans ces articles sont également visés dans les initiatives lancées en parallèle sur une nouvelle organisation du marché de l'énergie et une nouvelle donne pour les consommateurs d'énergie.
- **Article 20 (Fonds national pour l'efficacité énergétique, financement et assistance technique):** le Fonds européen pour les investissements stratégiques (plan Juncker) souligne l'importance de remédier aux défaillances du marché pour les investissements dans le domaine de l'efficacité énergétique.
- **Article 24 (Réexamen et suivi et de la mise en œuvre):** en relation avec le nouveau système de gouvernance à mettre en place dans l'Union de l'énergie en vue du cadre à l'horizon 2030, actuellement en cours de préparation parallèlement au présent exercice.

Les questions de la présente consultation concernant les articles susmentionnés sont formulées de façon à respecter les exigences du paquet «Mieux légiférer» récemment adopté⁸, et à garantir que les résultats de la présente consultation sont pris en considération dans le cadre de deux processus parallèles: d'une part, l'évaluation de l'efficacité, de l'efficience et de la cohérence des mesures pertinentes dans le cadre législatif général de l'UE et, d'autre part, la détermination des options les plus appropriées aux fins de la révision d'aspects spécifiques de la directive relative à l'efficacité énergétique, dans le cadre de l'analyse d'impact.

Sur cette base, les questions de nature générale à l'intention du public sont formulées dans la partie I. Une série de questions de nature technique à l'intention d'un public plus spécialisé sont formulées dans la partie II. Les participants sont invités à sélectionner, dans l'une et l'autre partie, les questions qu'ils jugent pertinentes.

⁸ Programme «Mieux légiférer» (2015).

Table des matières

Section	
Informations relatives au répondant	
Partie I - Questions générales	
1.	Articles 1 et 3
2.	Article 6
3.	Article 7
4.	Articles 9 – 11
5.	Article 20
6.	Article 24
Partie II - Questions techniques	
7.	Article 6
8.	Article 7